

Le général von der Goltz refuse d'évacuer les provinces baltes et attaque Riga.

LES COMPTES RENDUS DES COMITÉS SECRETS VONT ÊTRE PUBLIES

EXCELSIOR

SAMEDI 11 OCTOBRE 1919

Le fondement de toute autorité est dans l'avantage de celui qui obéit.

NAPOLÉON.

10^e Année. — N° 3.247. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
 « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
 Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris

LES PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET LE SECTIONNEMENT

8 DÉPARTEMENTS SECTIONNÉS :
 Seine, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Loire-Inférieure, Basses-Pyrénées, Maine-et-Loire, Calvados, Aveyron

3 DÉPARTEMENTS NOUVEAUX :
 Le Bas-Rhin, représenté par 9 députés.
 Le Haut-Rhin, représenté par 7 députés.
 La Moselle, représentée par 8 députés.

LA CHAMBRE DE 1914 COMPTAIT 602 MEMBRES, LA NOUVELLE CHAMBRE EN COMPTERA 626



CARTE INDICANT LES DIVISIONS DES HUIT DÉPARTEMENTS SECTIONNÉS ET LES DIVISIONS DE LA VILLE DE PARIS

Voici comment se répartissent les circonscriptions dans les départements dont la Chambre a voté le sectionnement : dans le département de la Seine, Saint-Denis et Sceaux ne forment qu'une circonscription; mais Paris en constitue trois, que l'on voit en détail sur notre carte. Dans le Pas-de-Calais, 2 circonscriptions : la 1^{re} formée par les arrondissements d'Arras, Saint-Pol et Bethune; la 2^e, par ceux de Saint-Omer, Boulogne et Montreuil. Dans les Bouches-du-Rhône, 2 circonscriptions : 1^{re}, Marseille; 2^e, Arles et Aix. Dans la Loire-Inférieure, 2 circonscriptions : 1^{re}, Nantes (9 cantons) et Saint-Nazaire (5 cantons); 2^e, Ancenis, Paimbeuf, Châteaubriant, Nantes (9 cantons) et Saint-Nazaire (6 cantons). Dans les Basses-Pyrénées, 2 circonscriptions : 1^{re}, Oloron, Orthez et Pau; 2^e, Bayonne et Mauléon. Dans le Maine-et-Loire, 2 circonscriptions : 1^{re}, Angers (4 cantons), Beaugé et Saumur; 2^e, Angers (5 cantons), Cholet et Segré. Dans le Calvados, 2 circonscriptions : 1^{re}, Bayeux, Caen et Pont-l'Évêque; 2^e, Falaise, Lisieux et Vire. Dans l'Aveyron, 2 circonscriptions : 1^{re}, Espalion, Rodez (6 cantons) et Villefranche; 2^e, Millau, Rodez (5 cantons) et Saint-Affrique. La France aura 90 départements, et 100 circonscriptions

UN LIVRE D'ESSAIS PRÉSIDENTIEL

"PURE LITTÉRATURE"

par M. WOODROW WILSON

Les « Cahiers britanniques et américains » publieront, la semaine prochaine, *Pure littérature*, volume d'essais que M. Wilson écrit alors qu'il était professeur à l'Université de Princeton. Quand il entra définitivement dans la carrière politique, le président pria son éditeur de retirer de la circulation tous les exemplaires de cet ouvrage, qu'il a l'intention de réviser. Il a bien voulu, toutefois, autoriser M. Cecil Georges-Bazil à faire paraître à Paris la traduction de *Pure littérature*, dont voici les dernières pages qui synthétisent admirablement la pensée de l'auteur :

L'engagement des auteurs est une chose très délicate et aucun homme ne peut fixer le règlement ; mais, du moins, on connaît la sorte d'effort plus vaste dans lequel ils s'efforcent de parler de la République des lettres, comme pour marquer leur liberté et leur égalité ; mais il est une meilleure expression, à savoir : la Communauté des lettres ; car elle signifie les rapports, la camaraderie et une vie en commun. Certains y prennent domicile comme s'ils n'avaient jamais cherché un endroit à habiter, mais en seraient les habitants par droit de sang et de naissance. D'autres en achètent le droit tous les jours et reçoivent toutes les vives et tous les privilèges du lieu avec une curiosité anxieuse. D'autres encore conquièrent leur place avec une certaine grâce et une certaine aptitude qui se rapprochent de l'aisance et de la dignité de ceux qui ont un droit de naissance. Mais pour tous, c'est un lieu agréable à habiter. Ses camaraderies sont d'une éducation libérale. Sans doute, il est vrai, quelques-uns, même là, vivent à part ; mais la plupart se rencontrent sur la place du marché pour savoir ce que les autres ont dit. Certains ont une compagnie spéciale, d'autres non ont aucune. Mais tous ressentent l'atmosphère et la vie de l'endroit, à des degrés divers.

Il y a, évidemment, des groupes nationaux ; et Shakespeare est roi chez les Anglais, comme Homère chez les Grecs et le sobriquet Dante parmi ses concitoyens. Mais tous ont leur pensée en commun, bien que la parole puisse les diviser, et le souvenir n'exclut pas la camaraderie. Il n'y a pas de liberté sans doute, on n'en vend pas sans question plus d'un camarade volontaire et dévoué et plus d'un cynisme grossier, parce qu'il possède un brevet de sincérité ou d'un esprit qui atteint le cœur des choses, brevet qui, sans plus, assure la citoyenneté dans cette libre communauté. Quel don de langues et de prophétie il y a là ! Quels accords de hommes parlant de choses humaines, quelle joie de parler d'être vous-même dans vos pensées et dans vos paroles !... Très bien, alors, vous êtes le bienvenu.

Les lois de la communauté des lettres

Il serait grandement utile de mieux faire connaître les lois de cette communauté. Même les premiers principes de sa constitution sont curieusement ignorés. Ce n'est pas une communauté d'écrivains, mais une communauté de lettres. On y trouve admission, non parce qu'on écrit — si habilement qu'on s'écrit, en gentilhomme et en homme d'esprit — mais parce qu'on est un lettré, un véritable initié dans l'art secret et le mystère des lettres. Ce qu'est ce secret, un homme peut le savoir, même s'il ne peut le pratiquer ou se l'approprier. L'homme qui peut voir l'édifice permanent des choses, les vraies sources du rire, les fontaines réelles des pleurs, les motifs qui expliquent les principales lignes de conduite, les actes qui exposent les véritables caractères des hommes, les vérités qui sont significatives, les détails qui font la masse — l'homme qui connaît ces choses et peut aussi choisir les mots dont il connaît aussi parfaitement le pouvoir et le regard et d'élancer la pensée, cet homme possède le secret de cette immortelle communauté.

Il se peut qu'il y ait des apprentis, ce mystère sans professeurs ; mais la plupart doivent avoir des gouverneurs et leur leur initiation. Tant qu'un homme vit, il peut toujours rester dans la compagnie des maîtres dont les paroles contiennent le mystère et l'explication à ceux qui peuvent voir presque dans tous les détails ; et dans une telle compagnie, le mystère finalement peut lui être révélé — si clairement qu'il pourra, s'il le veut, s'élancer dans cette compagnie quand il sera mort.

Il semble qu'il y ait deux épreuves qui admettent dans cette compagnie et qui soient conclusives. La première est : Êtes-vous individuel ? L'autre : Êtes-vous con-

En 1914 et 1915, un de nos plus illustres maréchaux a passé les jours assis et les nuits couché sur des sièges « PULL-MAN », qui lui ont permis de supporter les fatigues de la guerre. Ces sièges sont exposés au Salon LAMPLUGH, N° 4, Galerie C au Salon de l'Automobile.

BOREALE UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

LA GRÈVE DE LA LIBRAIRIE



A LA RUE GRANGE-AUX-BELLES M. Laitz, secrétaire de la section librairie de la Fédération du Livre, est à la tribune.

versable ? « Je vous demande pardon, disait un prince-sans-rire, se trouvant en face d'une petite personne d'un air plein de suffisance et vivant un monologue inquiet ; je vous demande pardon, mais êtes-vous quelque chose en particulier ? C'est là à peu près la vraie forme d'initiation à la communauté permanente du royaume des lettres. Dites non, mais que vous avez fait mieux — que vous avez saisi le ton d'un grand siècle, étudié le goût, deviné l'opportunité, courtois et conquis un grand public, été à la mode et populaire — et vous serez peiné de voir qu'on vous rira à la figure. Dites que vous êtes sérieux, sincère, dévoué à une cause, un apôtre et un réformateur, et on vous demandera encore : « Mais êtes-



M. WOODROW WILSON
Professeur à l'Université de Princeton

vous quelqu'un en particulier ? » Ce qui veut dire : « Êtes-vous vous-même dans ce que vous pensez et non un pantin ? Parlez-vous avec une note individuelle et une distinction qui monteraient que vous êtes capable de penser aussi bien que de parler, d'être vous-même dans vos pensées et dans vos paroles ?... Très bien, alors, vous êtes le bienvenu.

« C'est-à-dire, si vous êtes, aussi, conversationnel. » Là encore, la signification est claire. Avez-vous parlé en ce langage, qui peut être compris de siècle en siècle, et non en ces termes favoris et en cet esprit personnel d'un seul jour et d'une seule génération ? Les vieux auteurs peuvent-ils vous comprendre, avec lesquels vous voulez vous associer ? Les hommes pourront-ils savoir ce que vous voulez dire dans les jours différents qui viennent ? Ou est-ce la matière périssable du jour que vous vendez — petites controverses qui n'ont aucun principe durable dans le cœur ; théories expérimentales de la vie et de la science, exposées pour leur nouveauté et sans preuve de leur valeur ; tableaux où la nature humaine disparaît ; choses qui plaisent à tout le monde, mais n'instruisent personne ; pures fantaisies qui sont un fin en elles-mêmes ? Fussiez-vous un artiste des plus habiles en mots et en idées, s'ils ne sont pas les mots qui portent et signifient la même chose, et cette chose, une chose intelligible de siècle en siècle, les idées qui conserveront leur valeur et leur luminosité que, que soit le jour ou la nuit, vous pourriez appeler à la porte jusqu'à ce que vos poumons vous lâchent sans avoir de réponse.

Car ce en quoi vous cherchez admission, c'est une véritable « Communauté ». Vous devez pouvoir y être, et y rester conversationnel. Comment éprouverez-vous votre préparation, dans l'intervalle, si vous ne vous occupez de vos camaraderies maintenant, qu'il est encore temps d'apprendre ? Fréquentez la compagnie dans laquelle vous pouvez apprendre le discours et la manière qui sont dignes de durer. Prenez à cœur de suivre l'admirable exemple que l'on vous y montrera ; dans le discours, parlez votre pensée réelle et soyez sincèrement et simplement vous-même.

WOODROW WILSON.

L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

A en juger par le grand nombre de retardataires qui viennent dans les mairies parisiennes, les délais supplémentaires sont largement mis à profit.

Chaque jour, dans les bureaux compétents, défilent des centaines d'électeurs.

La période supplémentaire accordée pour la révision des listes électorales n'était d'abord pas inutile, si l'on en juge par le grand nombre de retardataires qui courent se faire inscrire dans les mairies parisiennes. Dans celles mêmes des arrondissements les moins peuplés, comme, par exemple, le premier ou le deuxième, on voit chaque jour une centaine d'électeurs défilant dans les bureaux compétents.

A ce propos, il n'est pas sans intérêt de rappeler quelques-unes des conditions requises pour demander son inscription sur les listes électorales.

Tout d'abord, cette demande est de droit, et les bureaux ne vous la peuvent refuser, la commission de révision des listes électorales ayant seule qualité pour jurer de la validité des demandes qui lui sont fournies et des pièces jointes à l'appui de celles-ci.

D'une façon générale, une pièce d'identité quelconque suffit pour obtenir l'inscription : bulletin de naissance, acte de mariage, livret de famille, quittance de loyer, bail, et surtout livret militaire, lequel n'est pas seulement l'identité de l'électeur, mais encore sa qualité de Français.

La loi exige que l'électeur qui demande à se faire inscrire dans une circonscription y réside depuis au moins six mois. L'électeur précédemment inscrit sur les listes d'une autre circonscription doit justifier qu'il en a été rayé depuis son départ.

Cependant, en raison des perturbations apportées par la guerre dans la vie normale du pays, on ne se montrera pas, pour cette fois, trop exigeant. Pour les polites, retour du front, après une longue absence de chez eux, pour les habitants des régions libérées, pour les Alsaciens-Lorrains, une preuve de la plus large tolérance possible, afin de leur faciliter à tous l'accomplissement de leur devoir civique.

La loi électorale a, d'ailleurs, été conçue dans un esprit assez large pour que nul droit ne se trouve lésé. Ainsi, un citoyen qui, pour un motif ou pour un autre, se trouve dépourvu des pièces habituellement réclamées à l'appui d'une demande d'inscription peut obtenir son inscription en se présentant à la mairie avec deux témoins.

Il est cependant préférable, pour éviter tout retard et toute déception, d'apporter comme si l'on ne devait pas avoir besoin de tolérance. On ne saurait non plus trop recommander aux électeurs de ne pas attendre jusqu'au dernier moment pour se faire inscrire. Les bureaux de révision des listes électorales, qui ne sont ouverts que le dimanche 19 jusqu'à 10 heures, la veille, nombre d'employés, bénéficiant de la semaine anglaise, auront tout le temps nécessaire pour se faire inscrire. Ce sera à la fois l'intérêt du public, qui s'évitait ainsi toute vaine attente, et celui du personnel, qui ne sera pas obligé de faire des heures supplémentaires le jour où tout le monde se repose.

D'Annunzio sera-t-il candidat à Rome aux prochaines élections ?

ROME, 10 octobre. — Les journaux ont affirmé et démenti, ces derniers jours, que D'Annunzio serait candidat à Rome, aux prochaines élections. M. Corradini, directeur de l'« Idea Nazionale », vient de partir pour Fiume, dans le but de demander à D'Annunzio de faire connaître sa décision à ce sujet, et de le prier d'accepter de porter sa candidature dans la liste nationaliste de Rome.

LES COMPTES RENDUS DES COMITÉS SECRETS VONT ÊTRE PUBLIÉS

Toutefois, en ce qui concerne les documents diplomatiques, le ministre des Affaires étrangères s'assurera que les gouvernements dont ils émanent ne formulent pas d'opposition contre leur publication intégrale.

M. PAINLEVÉ PARLE DE L'OFFENSIVE DU 16 AVRIL 1917

La Chambre l'a décidée hier : les comptes rendus des séances qu'elle a tenues en comité secret pendant la guerre seront publiés.

Une réserve a été faite, cependant. En ce qui concerne les documents diplomatiques, la commission des affaires extérieures, dont le président brisera les scellés et fera parvenir le texte à publier au *Journal officiel* — saisira le ministre des Affaires étrangères qui devra s'assurer que les gouvernements dont ils émanent n'ont pas d'opposition à formuler contre leur publication intégrale.

Sur la proposition de M. Georges Bonnet, la Chambre a décidé, en outre, que les députés ne pourraient modifier la sténographie de leurs paroles.

Cette question, inscrite à l'ordre du jour à la demande de M. Painlevé, a donné lieu à un important débat.

Saisie de diverses motions, la commission des affaires extérieures conclut à l'adoption d'un texte chargeant une sous-commission d'examiner les comptes rendus et d'en extraire ce qui pourrait être publié. M. Maurice Sibille fit entendre une protestation :

« Des documents diplomatiques nous ont été communiqués, dit-il. Il est nécessaire de savoir si le ministre de la Guerre et le ministre des Affaires étrangères en admettent la publication. »

Tandis que les socialistes faisaient observer que MM. Clemenceau et Pichon ne pouvaient exprimer un avis, puisqu'ils n'avaient pas assisté aux comités secrets de la Chambre — ils ne sont pas députés et n'étaient pas ministres à l'époque — et que MM. Josse et Franklin-Bouillon insistaient pour la publication, M. Aristide Briand se leva à son banc :

Déclaration de M. Briand

« Si quelqu'un peut personnellement gagner à leur publication, dit l'ancien président du Conseil, c'est bien moi. Le pays saurait ainsi combien fut odieuse et même absurde la campagne alors menée contre moi. Mais certaines publications d'ordre diplomatique peuvent présenter des inconvénients tels que la Chambre les regretterait lorsqu'il serait trop tard. »

M. Maginot rappela qu'en 1916 il avait déposé un ordre du jour déplorant l'insuffisance des moyens de défense devant Verdun.

Sur la promesse que les procès-verbaux de nos comités secrets seraient publiés dès la cessation des hostilités, dit-il, j'avais relégué mon ordre du jour. Je demande que la parole donnée soit tenue.

M. Aristide Briand précisa alors le sens de sa réserve :

« Si quelqu'un reçoit une lettre confidentielle, dit-il, il ne se croit pas autorisé à la publier sans l'autorisation de son correspondant. Ce qui est de simple probité pour les particuliers, l'est aussi pour les gouvernements. Il y a des usages d'après lesquels les gouvernements échangent leur point de vue. Jamais aucun n'a manqué à ces usages ; le gouvernement français n'y manquera pas le premier sans que j'élevais une protestation. Mais je reconnais qu'on pourrait consulter les gouvernements alliés. »

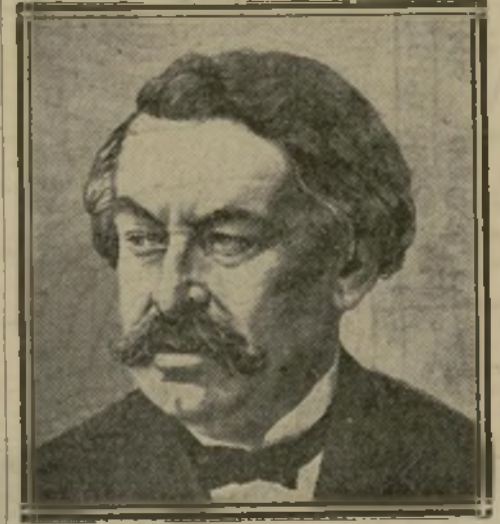
On entendit divers orateurs, notamment M. Forgeot, qui montra, par la lecture d'extraits d'un journal américain, d'une belle lecture de la guerre et d'un article de la *Revue des Deux-Mondes*, quelles légendes entraient sur certains événements, en particulier sur l'offensive d'avril 1917. M. Painlevé, dont l'intervention était attendue, monta enfin à la tribune.

Le discours de M. Painlevé

L'ancien président du Conseil déclara nettement qu'en dehors des phrases, des témoignages ou des documents mettant en cause des puissances alliées les comités secrets devaient être publiés. Puis, avec une véhémence qui parut à tous l'expression

d'une indignation sincère, il s'éleva contre les calomnies et les attaques dont il avait été l'objet.

« Ces attaques se poursuivent, dit-il. Une vaste entreprise de librairie est sur pied, visant le régime et les hommes. Trois volumes doivent paraître dans quelques jours. Vous y lirez ce qui est à cause de vous que la guerre a duré quinze mois de trop, qu'en 1917 nous avions remporté une victoire éclatante, enfoncé partout les



M. ARISTIDE BRIAND

lignes allemandes sur le front d'attaque, qu'il ne restait qu'à nous jusqu'au Rhin, mais qu'une douzaine de parlementaires, assistant pour la première fois à une bataille en nous à une panique folle, se suspendant au téléphone éperdument, arrachèrent au ministre de la Guerre l'ordre d'arrêter la victoire au moment où l'ennemi reculait derrière la Meuse !

M. Painlevé dit qu'il n'avait pas voulu s'expliquer devant l'ennemi, mais que, la paix venue, il entendait publier, sous sa responsabilité, toute la vérité sur l'offensive du 16 avril.

Dans un long exposé, très féculé par la Chambre, il fit, d'ailleurs, l'historique de l'affaire, et, par des documents, montra que l'offensive du 16 avril 1917 n'avait nullement été arrêtée sur les instances de parlementaires, mais par la décision du commandement, qui reconnaissait son échec. Une seule démarche fut faite après de lui, au ministère de la Guerre, par M. Albert Favre, qui lui dit : « La sagesse commande de tout arrêter. »

Il lui fit déclarer que c'était impossible, dit M. Painlevé. Il parut très mécontent et ce fut tout.

Le remplacement du général Nivelle

L'ancien président du Conseil fit connaître dans quelles circonstances il avait remplacé, à la tête des armées, le général Nivelle par le général Pétain.

Il rappela qu'avant d'avoir nommé le général Foch sans commandement, il avait nommé chef d'état-major général.

Toutes les histoires, storia-t-il, ar-rêlé de l'offensive de 1917, etc., c'est de la poussière de mensonge. La grande responsabilité, cela a été de substituer la méthode Foch-Pétain à la méthode Nivelle : cela, oui, je l'ai fait et j'en prends l'entière responsabilité. Je n'ai pas attendu la victoire pour le faire.

La Chambre applaudit chaleureusement M. Painlevé. Elle prit enfin les décisions que nous indiquons plus haut.

Au cours de sa séance du matin, elle avait adopté le projet de loi, retour du Sénat, sur l'organisation du crédit national, le projet valant l'accord conclu avec les Etats-Unis pour l'acquisition des stocks américains et un cahier de crédits additionnels — 400.000.000 francs — destinés au ministère de l'Instruction publique.

Leopold BLOND.

AU LUXEMBOURG SUITE DU DÉBAT SUR LE TRAITE

La seconde partie du discours de M. de Lamarzelle et deux déclarations de MM. Debierre et Jénouvrier ont tenu toute la séance d'hier après-midi.

M. de La Batut dépose une motion analogue à celle de M. Viollette à la Chambre.

Le Sénat a continué hier la discussion du traité de paix.

La seconde partie du discours de M. de Lamarzelle et deux discours de MM. Debierre et Jénouvrier ont tenu toute la séance. M. de Lamarzelle, qui avait regretté la veille que le traité ait laissé subsister l'unité allemande, exprima quelques doutes sur les bonnes intentions de l'Allemagne quant au respect de ses obligations financières. Il cita un discours de M. Berger où il est dit que, si les Alliés acceptent leur volonté de prendre leur part de la contribution prévue sur les fortunes allemandes, cette contribution sera pas levée.

A une réunion du centre rhénan, le sénateur du Morbihan, il a été exposé que l'Allemagne ne paiera pas, et cet égard le traité du 28 juin est un « papier ». Conséquence : il faudra continuer à l'Allemagne à acquiescer. Mais encore faut-il pour cela que la solidarité des nations alliées vienne à notre aide.

Estimant que, bien qu'imparfait, le traité de paix ouvre la porte à des perfectionnements que les représentants de la France s'efforceront de réaliser et d'obtenir de nos alliés, M. Debierre émit l'espoir que les derniers nous consentiront le concours financier que nous sommes en droit d'attendre d'eux.

M. Jénouvrier examina en détail que les clauses du traité. Il rappela que M. Léon Bourgeois avait dit qu'on ne pouvait croire à la disparition de l'esprit militaire prussien.

J'ai indiqué les moyens de triompher de difficultés que je n'ai pas dissimulées ! Je romps le sénateur de la Marne. Je rejets, dit M. Jénouvrier, que nous ayons beaucoup de raison que le gouvernement allemand n'ait pas frappé de nous pour lever des troupes. Nous sommes en face d'une Allemagne unie, et possédant, dans les termes du traité, une armée encore formidable. Le budget militaire allemand n'est pas inférieur à celui de 1914. Et puis, il y a des secrets.

Le sénateur d'Ille-et-Vilaine regretta que nos plénipotentiaires n'aient pas fait reconnaître comme privilégiée notre créance de 80 milliards pour dommages de guerre.

Croyez-vous que cela n'a pas été demandé ? interrompit M. Clemenceau.

M. Jénouvrier déclara qu'il voterait le traité parce qu'il ne voulait pas que la France et le monde reculent dans le chaos.

Du charbon américain arrive en France

BORDEAUX, 10 octobre. — Le *Brooklyn*, premier vapeur américain portant chargement de 4.000 tonnes de houille, est arrivé à Bordeaux, venant de Baltimore.

"La Gazette des Ardennes"

L'audience d'hier a été consacrée à des témoignages relatifs à Massé de La Ferté, Fomilly et Bouchez.

M. Delphin, premier adjoint au maire de Denain, reçut la visite de Massé de Fontaine quand ce dernier fut invité à la commandant à collaborer à la *Gazette des Ardennes*. Il n'exerça sur lui aucune pression. Le témoin ajoute qu'il n'eut, mais de relations avec l'Allemagne.

Plusieurs habitants d'Infrayville (Nord) dont Louis Bouchez fut, durant plusieurs mois, le maire, sont venus dire les secrets qu'il leur a confiés administrés et à la ville il fit réduire à 5.000 francs l'indemnité de 15.000 francs infligée à la commune, la réquisition à vingt-cinq jeunes gens, il se porta garant, empêcha l'enlèvement des cloches, protesta contre les déportations, etc.

Comme marque de reconnaissance, les compatriotes l'ont élu récemment président du comité de reconstruction.

Pour sa défense, Bouchez déclare que les articles à la *Gazette* ne traitaient que de questions locales.

Situations

Brochure envoyée franco

PIERRE rue de Rivoli, 53, PARIS

Boxe

VELODROME D'IVER (WONDER) Samedi 11 octobre BALZAC contre EDDIE Mc GOORTHY Ch. de France en présence de M. le Grand Comte en 30 rounds

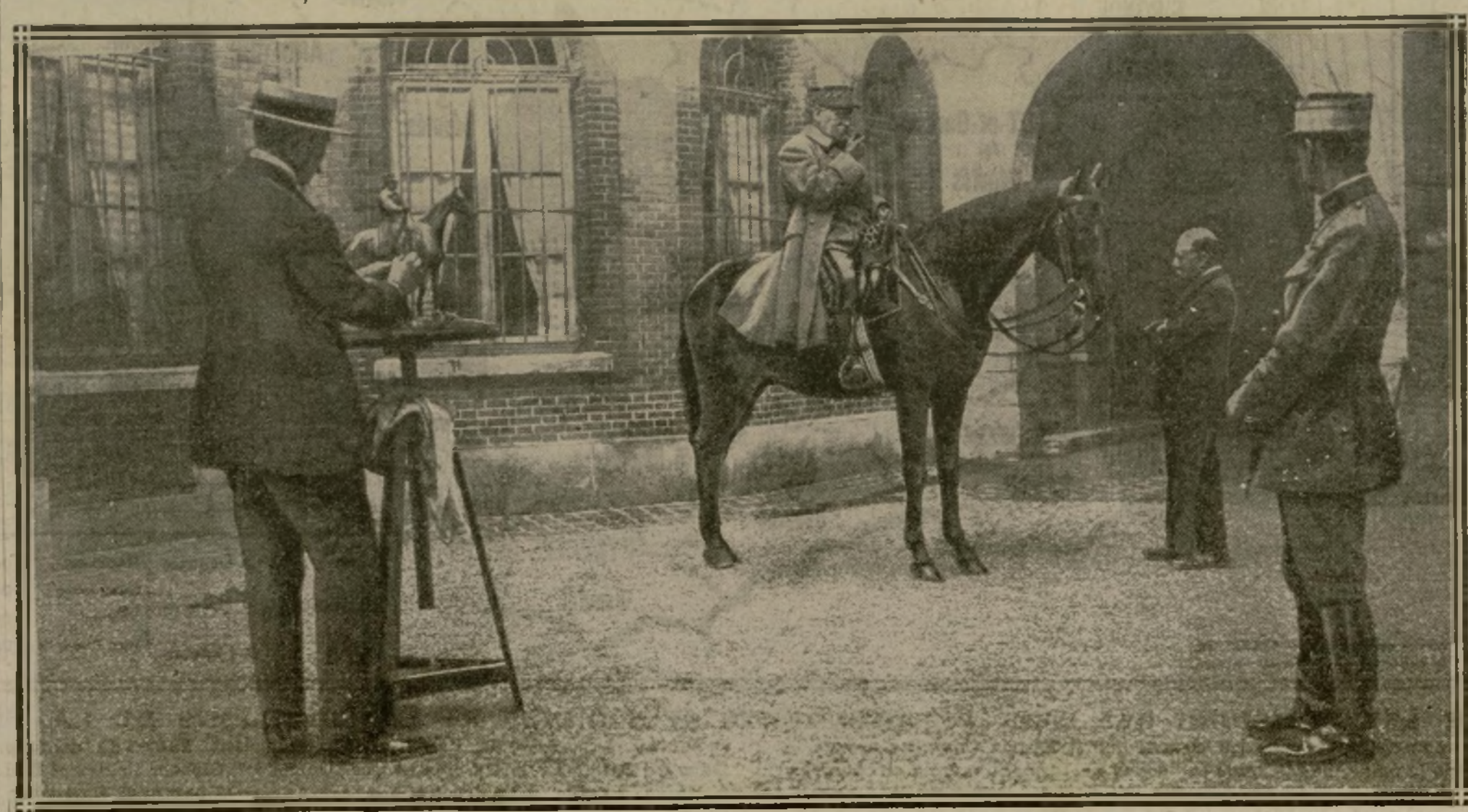
Location : Grande-Halle, Vel. d'Ivry, Paris

LE SHAH DE PERSE A PARIS



PHOTOGRAPHIE PRISE HIER C'est la première fois que l'on parvient à photographier le shah de Perse depuis son

LE MARÉCHAL FOCH, SUR SON CHEVAL FAMEUX "BENGALI", POSANT POUR SA STATUE ÉQUESTRE



LE SCULPTEUR GEORGES MALISSARD TRAVAILLANT A LA STATUETTE DANS LA COUR D'UN HOTEL PARTICULIER DE L'AVENUE DU BOIS M. Georges Malissard, membre de la Société des Artistes Français, où il exposera la statuette du maréchal chevauchant « Bengali », est un ancien officier de cavalerie. Il connaît merveilleusement le cheval. Il doit exécuter prochainement la statue équestre du général de Castelnau.

